

Ecrit par le 22 février 2026

PACA et Corse sont les régions les plus sportives de France



En 2025, on dénombre le plus grand nombre de sportifs en PACA et en Corse avec 81% de pratiquants mais aussi ceux qui y consacrent le plus de temps. Le sport y est d'ailleurs considéré comme un enjeu politique local important.

Selon le dernier Baromètre Sport-Santé 2025 de la [Fédération Française d'Éducation Physique et de Gymnastique Volontaire \(FFEPGV\)](#), les habitants des régions PACA et Corse se démarquent par leur pratique sportive élevée : plus de 4 personnes sur 5 pratiquent une activité sportive (81%, vs 72% en moyenne). Ce sont tout simplement les régions où on fait le plus de sport en France !

De plus, la pratique sportive n'a jamais été aussi élevée dans ces régions. Ainsi, le nombre de sportifs a connu une augmentation importante depuis l'année dernière (+7 points), pour atteindre son niveau le

Écrit par le 22 février 2026

plus élevé depuis 2017.

Au-delà du nombre de sportifs, c'est également l'intensité de la pratique sportive qu'il faut remarquer. En régions PACA et Corse, les sportifs déclarent en moyenne 4h54 d'activité par semaine (contre 4h12 à l'échelle de la France). Ce sont là encore, les plus sportifs à l'échelle du territoire.

La pratique outdoor y est dominante. Plus encore qu'au niveau national, la pratique sportive individuelle et en extérieur est plébiscitée : 75% font du sport seul (vs 61%), 73% pratiquent en extérieur (vs 61%).

Dans ces 2 régions, les conditions météorologiques influencent fortement la motivation et la pratique des sportifs. 3 sportifs sur 4 prolongent leurs séances ou ajoutent des sorties en extérieur par beau temps (75% vs 71% au national), tandis que 65% voient leur motivation diminuer en cas de conditions météorologiques défavorables. Ils sont aussi nombreux à faire preuve d'ingéniosité pour maintenir le même niveau d'activité en cas de mauvaise météo : le plus fréquemment, ils décalent les horaires de leurs séances (66%), ou ajustent le lieu ou le type de pratique (66%).

En région PACA et Corse, le lien entre sport, santé (physique ou mentale) et lien social, est très largement perçu

Les sportifs des régions PACA et Corse pratiquent avant tout pour préserver leur santé et leur bien-être, des motivations identiques à celles observées chez l'ensemble des Français. Garder la forme est leur première motivation, citée par 56% d'entre eux (vs 55% en France), suivi par le fait de se sentir bien (51%, vs 53%). Ce podium est complété par la volonté de se maintenir en bonne santé, de ne pas tomber malade (49%, vs 44%).

De plus, la pratique sportive est aussi largement reconnue pour ses bienfaits sur la santé mentale. C'est même dans cette région que les sportifs en sont les plus convaincus. Pour 95% des habitants des régions PACA et Corse, la pratique d'une activité physique a un impact positif sur le bien-être mental. Ils sont même plus d'1 sur 2 à considérer que l'impact positif est « très important » (56%, vs 46%), soit le score le plus haut parmi les 13 régions françaises.

Aussi, lorsqu'ils doivent réduire leur niveau de pratique sportive, les effets nocifs s'accumulent : 85% des sportifs de PACA et Corse rapportent au moins un impact négatif lorsqu'ils ne peuvent pas faire autant de sport qu'ils le souhaitent (vs 86% au niveau national). Les conséquences sont multiples, sur leur bien-être physique (78%, vs 73% pour la France), sur leur état de forme général (67%, vs 66% pour la France), ainsi que sur leur bien-être mental (61%, vs 63% pour la France).

Les bénéfices du sport sont aussi sociaux : la pratique sportive permet de créer et de renforcer des liens avec d'autres personnes. C'est un facteur de motivation central pour les sportifs des régions PACA et Corse. Ainsi, 76% considèrent que pratiquer une activité sportive permet de partager une passion (vs 72% au niveau national), 71% de pouvoir bénéficier d'entraide (vs 67%) et 68% de créer des liens d'amitié durables (vs 67%).

Ecrit par le 22 février 2026

La place centrale du médecin pour inciter à faire davantage de sport

Pour encourager les habitants de PACA-Corse à être (plus) actifs, le médecin se démarque comme l'interlocuteur le plus écouté et dont les recommandations sont les plus efficaces, une tendance qui est homogène sur le territoire. Ainsi, 84% des personnes vivant en PACA et Corse pratiqueraient plus d'activité physique si leur médecin leur recommandait pour leur santé physique (vs 79% au niveau national), 82% pour leur santé mentale (vs 74%). Un autre levier important qui différencie ces deux régions du reste de la France est celui du témoignage d'un proche partageant se sentir mieux mentalement grâce à sa pratique sportive (73%, vs 63%).

La population PACA-Corse apparaît donc particulièrement réceptive aux recommandations, qu'elles viennent du corps médical ou de l'entourage. Un terrain fertile pour les politiques de prévention.

Des habitants qui se montrent plus satisfaits que la moyenne des Français quant à l'offre d'activités sportives près de chez eux

Trois quarts des habitants de ces deux régions se déclarent satisfaits de l'offre d'activités sportives présente dans leur commune (75%), 72% concernant les équipements sportifs, un niveau de satisfaction parmi les plus élevés. On notera que près de 4 habitants sur 5 considèrent que les infrastructures sportives sont proches de leur domicile (79%), un résultat en hausse de 13 points depuis 2018 et là encore parmi les plus élevés sur le territoire. La satisfaction à l'égard de cette offre explique probablement en partie le fort niveau de pratique mesuré sur ces deux territoires.

Cette satisfaction ne doit cependant pas occulter la persistance de nombreux freins à la pratique sportive dans leur commune : 2/3 des habitants de PACA et Corse en citent au moins un (68%, équivalent à la moyenne nationale). Le coût de la pratique sportive se démarque nettement comme le premier frein rencontré (31%). Viennent ensuite les obstacles liés à l'offre sportive : l'incompatibilité des horaires (18%), le manque d'infrastructures (17%), l'inadaptation de l'offre sportive locale (15%) ou encore l'éloignement des infrastructures (14%).

Interrogés sur les élections municipales de mars 2026, 65% des habitants de PACA et Corse déclarent que le sport est un enjeu qui influencera leur choix de vote (vs 64% en moyenne). Plus d'un quart considèrent même que le sport aura un impact « très important » dans leur vote (26%), le résultat le plus haut observé parmi l'ensemble des régions. Ainsi, le sport s'affirme comme un enjeu transversal, illustrant les enjeux de santé publique, de cohésion sociale et de bien-être.

Ecrit par le 22 février 2026

43% des Français déclarent aller travailler même en étant malades



Les comportements face aux maladies respiratoires au travail restent largement insuffisants. Selon une nouvelle enquête [OberA](#), le présentisme est un risque car malgré les symptômes, beaucoup continuent de venir travailler. De plus, seuls les réflexes les plus simples sont privilégiés, tandis que les mesures les plus efficaces restent minoritaires. Enfin, à l'arrivée de l'hiver, on hésite, on improvise... et les microbes circulent. Entre réponses partielles et inaction, la prévention repose encore trop souvent sur un jugement individuel peu efficace.

Malade au travail : le réflexe français qui met tout le monde à risque

En France, quand on a un rhume ou une toux, la réponse reste trop souvent la même : on vient quand même. 43% déclarent travailler malgré la maladie, contre 25% qui restent chez eux (29% tranchent selon

Ecrit par le 22 février 2026

le contexte). Ce flou nourrit le présentisme : d'après la Dares, 27% des jours de maladie se traduisent par une présence au travail.

Pourtant, le bon sens et la santé publique sont clairs : avec des symptômes, on limite la transmission (masque au travail, gestes barrières). Ces chiffres montrent surtout une urgence : ne plus laisser la prévention reposer sur l'arbitrage individuel. Il faut des règles simples et applicables : télétravail si possible, masque en cas de symptômes, aération/ventilation renforcée.

Quand un collègue est malade (toux/rhume), que se passe-t-il le plus souvent ?

Réponses	Pourcentages
Il/elle reste chez lui/elle	25 %
Il/elle vient quand même (par obligation)	43 %
Ça dépend des équipes / périodes	29 %
Je ne sais pas	3 %

©OberA

Collègue malade : les bons réflexes... mais pas les bons leviers

Face à un collègue malade, les Français réagissent surtout par des gestes réflexes : hygiène des mains/désinfection (53%) et distanciation (41%). Mais les mesures les plus déterminantes en milieu clos restent minoritaires : aération renforcée (27%), masque (18%).

Plus inquiétant encore : 37% parlent d'inaction (25% ne changent rien, 12% ne font rien). Un signal cohérent avec le recul général des gestes barrières et du masque dans la population.

Ces chiffres appellent un cadre simple en entreprise : aérations courtes répétées, visio quand nécessaire, masques à disposition, règles en cas de symptômes, et purification de l'air.

Ecrit par le 22 février 2026

Quand un collègue est malade (toux/rhume), que faites-vous le plus souvent ?

Réponses	Pourcentages
Je garde mes distances et je limite les échanges en face à face	41 %
Je porte un masque (au moins en réunion/à proximité)	18 %
J'aère davantage (j'ouvre la fenêtre quand c'est possible)	27 %
Je me lave/désinfecte les mains plus souvent et je désinfecte mon poste	53 %
J'évite les réunions en présentiel / je demande une visio	18 %
Je demande au collègue de rentrer / de télétravailler (si possible)	16 %
Je demande à rentrer chez moi pour télétravailler (si possible)	12 %
Je le signale à un manager/RH (si la situation pose problème)	6 %
Je ne change rien / je fais avec	25 %
Je ne fais rien du tout	12 %
Autre	3 %

©OberA

Contre les microbes beaucoup d'hésitation et peu de stratégie complète

Les microbes circulent, mais les réponses montrent surtout... l'incertitude. La solution la plus efficace — aérations courtes + purificateur — n'est choisie que par 31% des personnes.

La majorité fait "au minimum" : 50% se limitent à une seule action (29% purificateur seul, 21% fenêtre ouverte malgré froid/pollution). Et 19% ne passent pas à l'action (11% ne savent pas quoi faire, 8% ne font rien).

Pourtant, la logique est simple : renouveler l'air, même en hiver, via des ouvertures brèves et répétées pour réduire l'accumulation d'aérosols. Et si possible, compléter avec une filtration HEPA.

Ecrit par le 22 février 2026

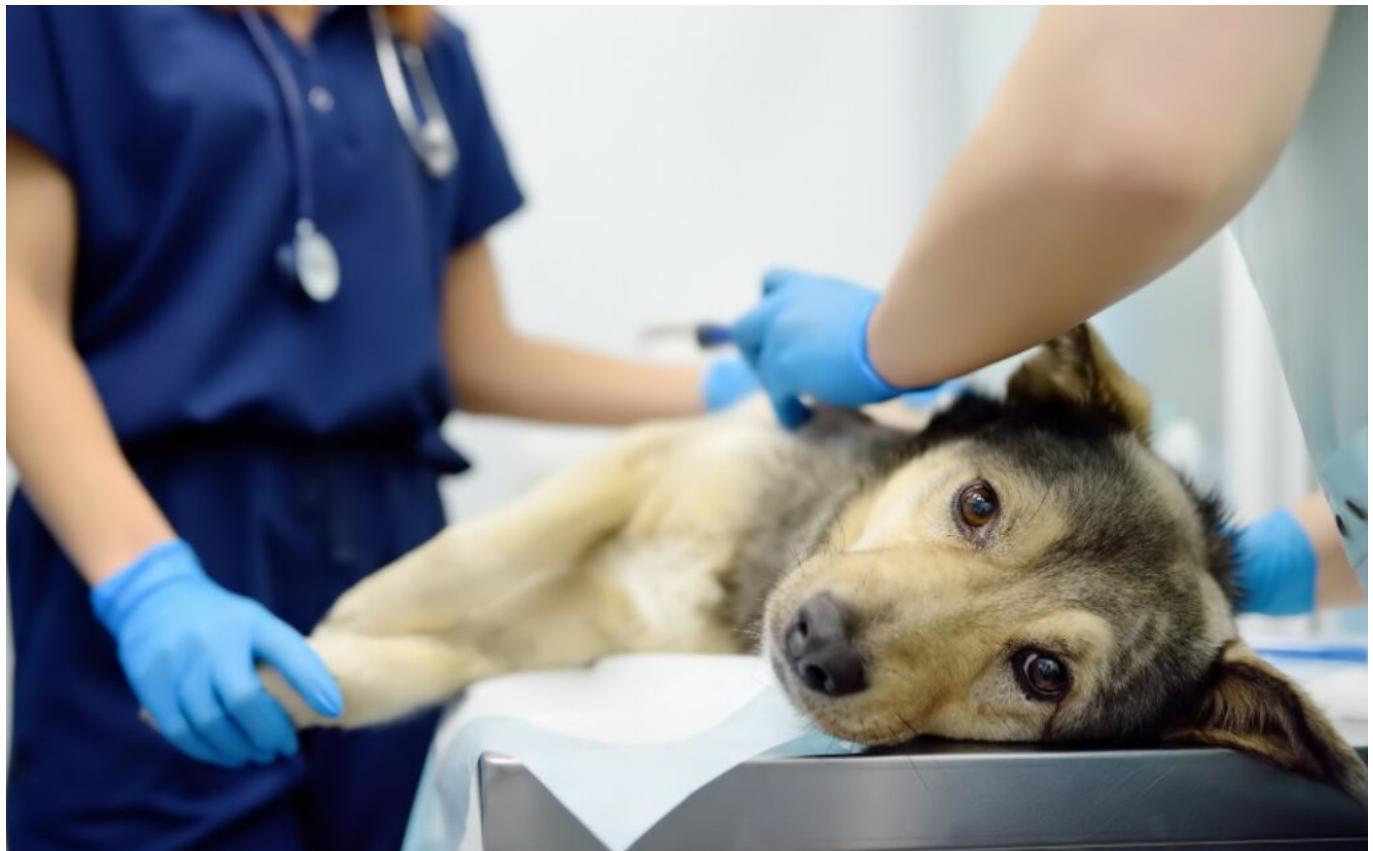
Pour réduire les risques liés aux microbes respiratoires dans l'air (aérosols), la meilleure réponse est selon vous :

Réponses	Pourcentages
Ouvrir la fenêtre même si l'air extérieur est très froid et peut-être pollué	21 %
Utiliser un purificateur d'air (type HEPA, à charbon actif, à saturation, régénérable)	29 %
Procéder à de courtes aérations régulières et l'utilisation d'un purificateur d'air	31 %
Ne rien faire du tout	8 %
Je ne sais pas	11 %

©OberA

Détection d'un cas de la maladie d'Aujesky en Vaucluse

Ecrit par le 22 février 2026



Après la mort d'un chien à Sérignan-du-Comtat, ainsi que la suspicion d'un second cas mortel à Cucuron, la Direction départementale de la protection des populations de Vaucluse confirme que la maladie d'Aujeszky est bien la cause du décès.

Le Laboratoire d'analyse national de référence (LNR) vient de confirmer à la Direction départementale de la protection des populations (DDPP) de Vaucluse qu'un chien de chasse infecté à Sérignan-du-Comtat était mort des suites de [la maladie d'Aujeszky](#).

Un second cas de décès est en cours d'analyse suite à une chasse sur la commune de Cucuron.

Une maladie mortelle pour les chiens

« La maladie d'Aujeszky circule chez les porcs et sangliers et peut, accidentellement, contaminer les chiens (par morsure ou ingestion de viande ou d'abats crus contaminés), rappelle la préfecture de Vaucluse. La maladie est mortelle chez les chiens. La chasse lors de laquelle ce chien aurait été contaminé s'est déroulée dans la commune de Sérignan-du-Comtat. Des analyses complémentaires sont en cours, car une nouvelle suspicion de la maladie a été soulevée concernant un second chien décédé à la suite d'une chasse sur la commune de Cucuron. »

Comment reconnaître les signes d'une possible contamination de la maladie chez un animal ?

Les chiens peuvent présenter les symptômes suivants : abattement, agressivité soudaine, hyper salivation

Ecrit par le 22 février 2026

et démangeaisons, notamment au niveau de la tête. Toutefois, le virus ne se transmet pas entre les chiens.

Chez les porcs adultes, les symptômes sont essentiellement respiratoires et la mortalité concerne surtout les porcelets. Chez les sangliers, l'infection est généralement inapparente.

Une maladie non transmissible à l'homme

La maladie ne se transmet pas à l'Homme, ni par contact, ni par ingestion de viande contaminée. Ce premier cas cité confirme que la maladie circule au sein de la population de sangliers dans le département. La viande et les abats de suidés crus (de porc et surtout de sanglier) doit être évitée dans l'alimentation des chiens.

Il est conseillé de :

- Limiter tout contact et éviter les morsures entre les chiens et les sangliers ;
- Nettoyer et désinfecter le matériel au contact de sang de sanglier et les plaies de morsures dès que possible.

La vaccination recommandée car il n'y a aucun traitement

Il n'existe aucun traitement, la vaccination des animaux de chasseurs par un vétérinaire est donc préconisée par les services de la DDPP.

« Du côté des éleveurs de porcs du département, toutes les précautions nécessaires doivent être prises afin de protéger leurs animaux, rappelle les services de la préfecture. Leur attention sera attirée sur la nécessité de renforcer les mesures de biosécurité afin d'éviter tout contact avec les sangliers. En effet, en cas de contamination des porcins, des mesures de gestion de foyer dans l'élevage de porcs seront à mettre en œuvre par les services de l'État en lien avec le vétérinaire sanitaire de l'élevage et l'éleveur.

L.G.

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le site internet du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation : <https://agriculture.gouv.fr/questions-reponses-tout-savoir-sur-la-maladie-daujeszky-0>

Décès de Marc Birling, co-fondateur de CBA

Ecrit par le 22 février 2026



Marc Birling, co-fondateur de la société avignonnaise [CBA Informatique libérale](#), vient de décéder à l'âge de 69 ans. Il avait créé cette entreprise en 1986 avec son épouse Cécile.

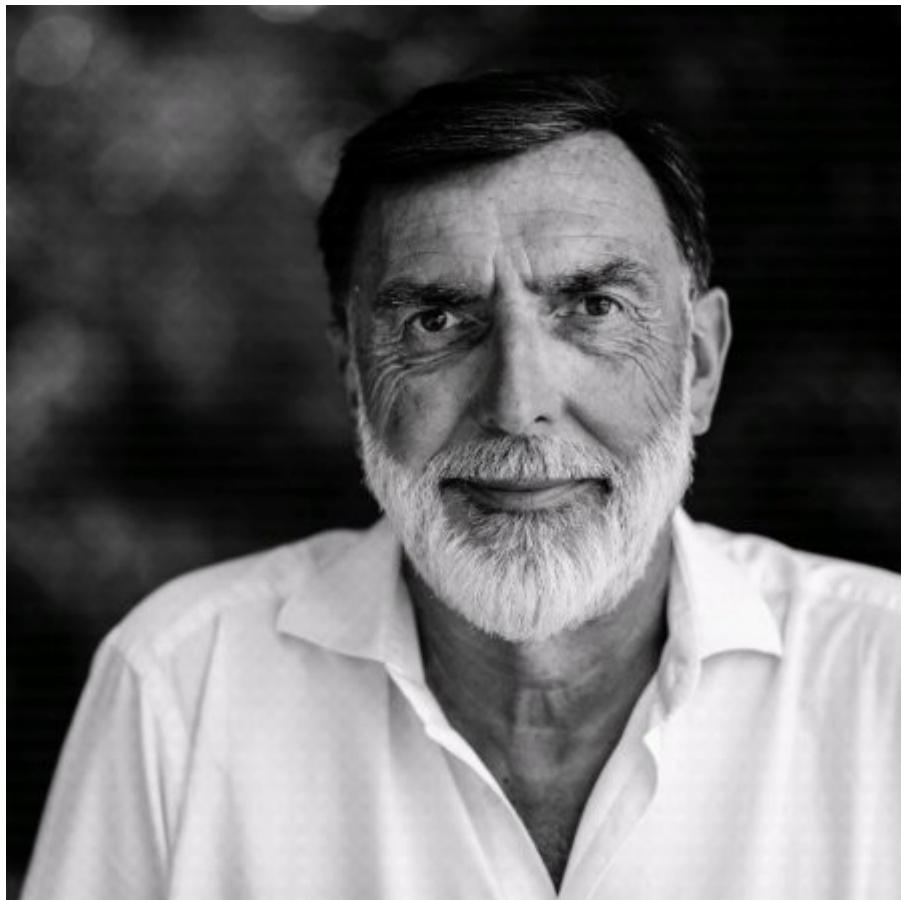
Leader national dans le domaine du logiciel pour infirmières libérales, CBA, qui développe des solutions et logiciels pour accompagner au quotidien les professionnels de santé libéraux, est dirigé par leur fille [Caroline Moga-Birling](#) devenue présidente directrice générale depuis 2016. Cette dernière a notamment reçu le grand prix de la femme dirigeante de PME ou d'ETI lors des grands prix des talents féminins 2024 de France Invest. Elle a su conserver les valeurs humaines sur lesquelles Marc Berling s'était appuyé pour bâtir CBA.

« Il nous a quittés, laissant derrière lui un héritage précieux : une entreprise bâtie sur des valeurs fortes, explique CBA sur son compte Linkedin afin de rendre hommage à son fondateur. Marc a toujours eu un temps d'avance autant sur les projets d'entreprise qu'en matière sociale. Il était un homme vrai, pour qui rien n'était impossible. »

CBA est ainsi particulièrement impliquée dans des actions sociales, caritatives ou de bien être de ses salariés.

Implantée dans la zone d'Agroparc depuis 2017 au sein des bâtiments Hamadryade, CBA compte aujourd'hui plus de 260 collaborateurs pour un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 40M€.

Ecrit par le 22 février 2026



Marc Birling. Crédit : DR/Linkedin

Fermeture de la chirurgie à Apt : « l'hôpital a perdu son âme »

Ecrit par le 22 février 2026



annoncée en juin dernier, la fermeture du service de chirurgie du [centre hospitalier du Pays d'Apt](#) a bel et bien eu lieu le 31 décembre. Une décision regrettée, notamment par les élus qui ont tenu à remercier une dernière fois le personnel qui a fait vivre ce service ces dernières années.

Ils étaient nombreux à se réunir ce lundi 12 janvier à la mairie d'Apt pour venir applaudir et remercier le personnel du service de chirurgie, désormais fermé, de l'hôpital du Pays d'Apt. « Vous êtes nombreux à être venus, cela montre à quel point l'hôpital est important pour le territoire », a commencé par dire Véronique Arnaud-Deloy, maire d'Apt.

En effet, la salle était comble. De nombreux maires de communes du territoire étaient présents, mais aussi [Dominique Santoni](#), présidente du Département, aux côtés des médecins, infirmiers, anesthésistes et autres membres du personnel médical qui, impuissants, ont dû faire face à la fermeture de la chirurgie.

Ecrit par le 22 février 2026



©Vanessa Arnal-Laugier / L'Echo du Mardi

Une forte mobilisation

Ce que tous retiennent de cette fermeture, c'est la mobilisation qui en a découlé. « On s'est tous battus, ça a été un mouvement solidaire et unitaire, quelles que soient nos idées politiques », a poursuivi Véronique Arnaud-Deloy. Un mouvement citoyen 'Apt•es à faire bloc' a conduit de nombreuses manifestations, a interpellé les élus du territoire, mais aussi des personnalités publiques attachées au Pays d'Apt, dans l'espoir de sauver le service chirurgie.

« La fermeture de la chirurgie était au-delà de nos compétences. On a subi, on nous a juste transmis les informations sans vraiment nous consulter. »

Dr Jawhar Allouche

Ecrit par le 22 février 2026

« On est allés en justice, on a raclé les fonds de tiroirs et de poches pour payer des avocats, mais aujourd’hui on n’a plus de chirurgie ni d’endoscopie, donc maintenant, qu’est-ce qu’on fait ? », interroge [Dominique Thévenieau](#), président du comité des usagers de l’hôpital d’Apt.

De la colère et de l’incompréhension

« Aujourd’hui, l’hôpital a perdu son âme, déplore Dr Jawhar Allouche, chirurgien orthopédiste et traumatologue et ancien chef du service chirurgie. La santé et l’éducation ne devraient pas être lucratives, on doit pouvoir avancer sans qu’on nous mette cette pression d’ordre monétaire. » Cette fermeture, les élus aussi, ont fait tout ce qu’ils ont pu pour l’empêcher, en vain. « Non, nous ne sommes pas ‘à seulement 30 minutes de Cavaillon’, comme on s’est évertué à nous le répéter », s’indigne Charlotte Carbonnel, maire de Saint-Martin-de-Castillon.

« On ressent un profond abandon de la ruralité. »

Charlotte Carbonnel

Les membres du personnel du service de chirurgie, également, se sentent abandonnés. « Oui, on va rebondir, mais ça fait 6 mois qu’on vit dans l’angoisse, qu’on est sous antidépresseurs et anxiolytiques, expliquent-ils en cœur. À ce jour, certains ne savent toujours pas ce qu’ils vont faire. »

Ecrit par le 22 février 2026



C'est une incompréhension totale et un sentiment d'abandon qui règnent parmi le personnel du service chirurgie, qui a fermé ses portes le 31 décembre. ©Vanessa Arnal-Laugier / L'Echo du Mardi

Et pour la suite ?

Alors que le service de chirurgie a fermé ses portes, le centre hospitalier, en parallèle, déploie ses autres services comme le service d'imagerie qui s'est doté de nouveaux équipements de pointe et qui va accueillir une IRM et un mammographe dans les mois à venir.

[Hôpital du Pays d'Apt : vers un service d'imagerie à la pointe de l'innovation](#)

Ecrit par le 22 février 2026

Pourtant, certains sont persuadés que la fermeture de la chirurgie met en péril l'avenir de l'hôpital. « Tous les services vont être touchés petit à petit, les urgences sont le point fondamental de l'hôpital, si on les perd, ça serait fatal, a conclu Dominique Thévenieau. On a eu des promesses rocambolesques de l'ARS (Agence régionale de Santé) comme des travaux, plus de lits, ou encore le renfort des urgences. Le comité des usagers vérifiera que toutes ces promesses soient tenues. »

Complémentaires santé : des prix plus élevés dans le Sud-Est



Le comparateur en crédit immobilier et assurance [Meilleurtaux](#) vient de dévoiler une étude* sur le prix des complémentaires santé en France. Elle fait apparaître d'importantes disparités entre les régions et selon les âges. A l'image de l'ensemble du Sud-Est, le Vaucluse affiche des tarifs qui, avec l'âge, deviennent de plus en plus élevés que ceux de la moyenne nationale .

Le groupe Meilleurtaux a réalisé une étude sur les prix moyens [des complémentaires santé](#) en France.

Ecrit par le 22 février 2026

Pour cela, site internet créé en 1999 référençant les offres de plus de 110 assureurs s'est appuyé sur 4 profils-type : un jeune salarié de 25 ans assuré en garanties classiques, une famille composée de deux adultes et deux enfants en garanties classiques, un couple de 60 ans en garanties renforcées ainsi qu'un couple de 70 ans en garanties renforcées.

« Loin d'être financièrement accessibles à tous et pourtant essentielles pour la plupart des Français, les tarifs des complémentaires santé font à nouveau jaser, constate Meilleurtiaux. Les prix des cotisations flambent pour tout type de profils, dans un contexte économique constamment sous tension, et les écarts de prix creusent un trou béant entre les jeunes et les seniors. S'ajoute à ce tableau d'importantes disparités tarifaires selon la zone géographique, illustrant des différences allant jusqu'à 20% en moyenne entre les départements les moins et plus chers. Ainsi, le coût moyen d'une complémentaire santé peut varier de 35€ à plus de 360€ par mois selon l'âge, la composition du foyer et le lieu de résidence. Cette année encore, la santé pèse lourd dans le budget des ménages Français. »

Des écarts de prix spectaculaires entre générations

« En moyenne en France explique l'étude, un assuré âgé de 25 ans débourse 37€/mois pour une couverture standard. Ce montant reflète un recours aux soins médicaux relativement faible et des dépenses en santé limitées. Les jeunes adultes bénéficient donc encore d'un marché où les offres dites 'standard' restent abordables, bien que leur cotisation moyenne ait progressé de 7% en un an, soit une augmentation d'environ 30€ par an par rapport à 2024. »

Pour un jeune Vauclusien (voir tableau ci-dessous), ce montant est plus élevé que la moyenne nationale puisqu'il s'élève à 39,31€. Dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui figure parmi les chères de France, le prix d'une complémentaire santé dans notre département reste cependant plus accessible que dans les Bouches-du-Rhône (41,72€), les Alpes-Maritimes (41,30€) et le Var (40,53€).

Prix moyen mensuel pour un jeune actif célibataire de 25 ans

Département	Prix moyen mensuel
Bouches-du-Rhône	41,72€
Alpes-Maritimes	41,30€
Var	40,53€
Vaucluse	39,31€
Gard	38,97€
Alpes-de-Haute-Provence	38,69€
Hautes-Alpes	38,43€
Drôme	37,25€
Ardèche	36,96€
Moyenne nationale	37,41€

*Garanties classiques. Crédits : Meilleurtiaux

Quels tarifs pour les familles ?

Ecrit par le 22 février 2026

Un foyer composé de deux adultes et deux enfants dépense en moyenne 133€/mois pour sa complémentaire, soit environ 1 596€ par an.

« Un montant qui s'explique notamment par des besoins plus nombreux : orthodontie, optique, dépassements d'honoraires, soins pédiatriques, etc, détaille Meilleurtaux. Les familles recherchent donc une couverture plus complète, capable de répondre à des besoins spécifiques. Contrairement aux jeunes actifs, en 2025 les familles ont subi une hausse de leur cotisation plus modérée de 3,6%, représentant une dépense supplémentaire de 56€ par an.

Là encore, le Vaucluse (134,89€) dépasse la moyenne nationale (voir tableau ci-dessous). Au niveau régional, Bouches-du-Rhône (151,87€), Var (143,31€), Alpes-Maritimes (41,30€), auxquels il faut rajouter les Hautes-Alpes, sont moins bon marché.

Couple d'actifs salariés de 30 ans avec 2 enfants de 3 et 7 ans

Département	Prix moyen mensuel
Bouches-du-Rhône	151,87€
Var	143,31€
Alpes-Maritimes	142,76€
Hautes-Alpes	135,98€
Vaucluse	134,89€
Gard	134,37€
Alpes-de-Haute-Provence	134,07€
Drôme	132,09€
Ardèche	131,32€
Moyenne nationale	132,67€

*Garanties classiques. Crédits : Meilleurtaux

Ça grimpe chez les seniors

« Les seniors, quant à eux, sont nettement moins bien lotis, constate l'étude. Un couple de 60 ans paie en moyenne 252€ par mois pour une couverture renforcée, soit plus de six fois le budget d'un jeune actif. Naturellement, les besoins en santé se diversifient avec l'âge, et les garanties classiques ne permettent plus de répondre à de nouveaux besoins. A partir de la soixantaine, les assurés voient donc leur cotisation flamber, et la facture s'alourdit encore davantage pour les septuagénaires. »

Dans cette catégorie, le Vaucluse (263,90€) se situe, là encore, au-dessus de la moyenne nationale (voir tableau ci-dessous). Juste derrière le trio régional constitué des Alpes-Maritimes (284,10€), des Bouches-du-Rhône (280,50€) et du Var (274,50€).

Ecrit par le 22 février 2026

Couple seniors de 60 ans

Département	Prix moyen mensuel
Alpes-Maritimes	284,10€
Bouches-du-Rhône	280,50€
Var	274,50€
Vaucluse	263,90€
Gard	261,10€
Alpes-de-Haute-Provence	258,80€
Hautes-Alpes	254,30€
Ardèche	251,90€
Drôme	251,80€
Moyenne nationale	251,69€

*Garanties renforcées. Crédits : Meilleurtaux

70 ans : une hausse 29% par rapport aux sexagénaires

« Un couple de 70 ans débourse en moyenne 324€/mois, soit 3 888€ par an, conclue l'étude de Meilleurtaux. Un montant vertigineux, qui représente une hausse de 29% par rapport au prix de la complémentaire à 60 ans. En comparaison à 2024, les couples seniors ont vu leur cotisation augmenter de 5% en moyenne. D'une part, les retraités doivent faire face à une hausse brutale des primes dès la fin de leur couverture collective d'entreprise et doivent, d'autre part, répondre à des besoins bien plus coûteux en optique, dentaire, audition ou hospitalisation, entraînant mécaniquement une augmentation de leur cotisation. »

Une hausse qui se traduit en Vaucluse par un prix moyen mensuel de 340,46€, soit près de 17€ de plus que la moyenne nationale (voir tableau ci-dessous). Des prix toujours plus élevé en région avec l'indéboulonnable trio de Paca : Alpes-Maritimes (361,39€), Bouches-du-Rhône (357,79€) et Var (350,63€).

Ecrit par le 22 février 2026

Couple seniors de 70 ans

Département	Prix moyen mensuel
Alpes-Maritimes	361,39€
Bouches-du-Rhône	357,79€
Var	350,63€
Vaucluse	340,46€
Gard	335,36€
Alpes-de-Haute-Provence	332,46€
Hautes-Alpes	326,71€
Drôme	324,60€
Ardèche	323,52€
Moyenne nationale	323,69€

*Garanties renforcées. Crédits : Meilleurtaux

« Les tarifs des complémentaires santé ont atteint de nouveaux records pour les seniors. »

« Cette photographie illustre un double effet prix : l'âge, avec un pallier net entre 60 et 70 ans, et le niveau de garanties, explique [Samuel Bansard](#), directeur des activités de comparaison de Meilleurtaux. Les tarifs des complémentaires santé ont atteint de nouveaux records pour les seniors. Le vieillissement de la population et l'augmentation des dépenses de santé ne sont pas de nature à inverser cette tendance que nous observons depuis plusieurs années et en particulier depuis la mise en place du 100% Santé. »

L.G.

*Méthodologie : L'étude du site Meilleurtaux.com a été effectuée sur la base du montant des primes de complémentaire santé proposées par ses assureurs partenaires sur le mois de septembre 2025.

Marathon d'Avignon : des dossards solidaires au profit de l'hôpital d'Avignon

Ecrit par le 22 février 2026



L'association Provence Sport Organisation, qui organise le [Marathon d'Avignon](#), et le groupe de BTP [NGE](#), partenaire majeur de l'événement, ont décidé de soutenir le fonds de dotation de l'Hôpital d'Avignon [Av'ence](#) en lui reversant 1€ pour chaque dossard acheté.

Pour la première édition du Marathon d'Avignon, qui se tiendra en septembre 2026, NGE s'associe à l'association organisatrice, Provence Sport Organisation, pour soutenir le fonds Av'ence qui a pour objectif de contribuer à l'amélioration des conditions d'accueil, de séjour et de prise en charge des patients, de leurs familles à l'hôpital d'Avignon, et d'aider son personnel à exercer ses missions dans de bonnes conditions.

Pour chaque dossard acheté, Provence Sport Organisation et NGE versent 1€ au fonds de dotation. « Nous sommes un acteur local et contribuer concrètement à l'amélioration du quotidien des patients comme des équipes de l'hôpital d'Avignon est une fierté, affirme Laurence Lelouvier, directrice des Ressources Humaines de NGE. Le sport rassemble, crée de l'émotion collective et porte des valeurs humaines fortes : c'est exactement ce que nous voulons encourager avec ce partenariat solidaire. »

Ainsi, [Laurence Lelouvier](#), de NGE, et [Bertrand Delhomme](#) et [Christophe de Cecco](#), co-organisateurs du

Ecrit par le 22 février 2026

Marathon d'Avignon, ont donc remis un chèque de 3 500€ au docteur [Guillaume Granier](#), président du fonds Av'ence, [Marie-Emmanuelle Parison](#), déléguée générale du fonds Av'ence, pour les 3 500 dossards achetés.



©Cyril Cortez

Un appel à la mobilisation des entreprises du territoire

En soutenant le fonds Av'ence, NGE entend souffler un élan de solidarité parmi les entreprises du territoire qui peuvent, elles aussi, se montrer solidaires. Un dispositif de dossards solidaires a été créé pour les entreprises, mais aussi pour les particuliers. Ceux-ci sont proposés à un tarif majoré et permettront de reverser une contribution à Av'ence.

« Depuis la création du marathon, notre volonté est d'en faire un événement sportif mais aussi solidaire, déclare Bertrand Delhomme. En choisissant de soutenir le fonds Av'ence, nous mettons la course au service d'une cause essentielle. »

Ecrit par le 22 février 2026

Hôpital du Pays d'Apt : vers un service d'imagerie à la pointe de l'innovation



Cette année, le plateau technique d'imagerie du [centre hospitalier du Pays d'Apt](#) a été largement étoffé et devrait se doter de nouveaux équipements de pointe à l'avenir pour permettre à la population d'obtenir des examens plus complets, précis et rapides.

Depuis sa création en 2015, le Fonds de dotation '[Pour le Pays d'Apt un Hôpital d'Avenir](#)' a réuni 650 000€ au travers de campagnes de dons ou encore de ventes aux enchères, permettant la rénovation et modernisation du centre hospitalier, notamment de son service d'imagerie.

En 2025, ce dernier s'est doté de nouveaux échographes spécialisés en cardiologie et en gynécologie-obstétrique, d'une salle de radiologie entièrement renouvelée et numérisée, avec des équipements adaptés aux patients non valides, ainsi que d'un scanner de dernière génération.

Le centre hospitalier voit un projet de modernisation plus grand pour le centre d'imagerie et souhaite aussi, dans les mois à venir, installer une IRM (imagerie par résonance magnétique) et un mammographe. Deux équipements pour lesquels l'hôpital a obtenu l'autorisation d'exploitation cette

Ecrit par le 22 février 2026

année et qui permettraient de renforcer l'équipe de radiologues afin de « garantir un accès durable à l'ensemble de la population à une imagerie de pointe sur le territoire du Pays d'Apt », comme le précise le Fonds de dotation.

Amplifon ouvre un nouveau centre auditif à L'Isle-sur-la-Sorgue



[Amplifon](#), entreprise spécialisée dans l'appareillage auditif, renforce sa présence en Région

Ecrit par le 22 février 2026

Sud en ouvrant un nouveau centre à L'Isle-sur-la-Sorgue.

En s'implantant à L'Isle-sur-la-Sorgue, Amplifon souhaite consolider sa présence au cœur des territoires, en proposant des services de santé auditive accessibles à tous et proches des patients.

L'entreprise compte déjà plusieurs centres auditifs en Vaucluse, notamment à Avignon, Apt, Pertuis, Bollène, Orange, Vaison-la-Romaine et Sorgues. En s'implantant à L'Isle-sur-la-Sorgue en octobre dernier, Amplifon poursuit le renforcement de son réseau dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'équipe de L'Isle-sur-la-Sorgue pourra donc détecter les pertes auditives des patients, accompagner ces derniers dans le choix de solutions et dans l'évolution du déclin cognitif. « La couverture territoriale est un enjeu clé pour garantir un service de proximité en audioprothèse », affirme [Pierre Ribeiro](#), directeur régional d'Amplifon en PACA.

La perte d'audition en chiffres :

- Plus de **5%** de la population mondiale, soit **430M** de personnes, nécessitent des services de réadaptation pour traiter une perte auditive incapacitante (dont **34M** d'enfants).
- En France, on compte **7M** de personnes sourdes ou malentendantes.
- Une aide auditive de classe 1 coûte **1 346€** en moyenne (certains patients peuvent bénéficier de la prise en charge intégrale depuis le 1er janvier 2021 avec la réforme 100% Santé).

Sources : OMS et ENSAO